

1998 n° 4

Décembre

---

# *Les Cahiers Lorrains*

---

## **UN CAS INTÉRESSANT : L'ASSEMBLÉE NATIONALE RESTITUE LES BIENS CONFISQUÉS A UN PROTESTANT (1790)**

Nous sommes en 1790, le 15 décembre. Le roi vient de sanctionner et de signer le décret de l'Assemblée nationale « Relatif aux biens des religionnaires fugitifs, et qui règle le mode de leur restitution ». Ce texte est donc publié en tant que Loi pour être exécuté par « tous les Tribunaux, Corps administratifs et Municipalités » qui doivent la faire « transcrire sur leurs registres, lire, publier et afficher dans leurs Ressorts et Départemens respectifs et exécuter comme Loi du Royaume ».

On peut en résumer le texte de la façon suivante. L'Assemblée nationale avait reconnu dès le 10 juillet précédent qu'il serait juste « de restituer aux représentants des religionnaires les biens dont ceux-ci avaient été privés dans des temps de troubles et d'intolérance ». Il s'agit à présent de préciser les modalités de cette restitution.

Il est d'abord indiqué que les « religionnaires fugitifs et autres » dont les biens ont été confisqués « pour cause de religion » ne sont pas les seuls à pouvoir être dédommagés, mais qu'également leurs *héritiers* peuvent faire valoir leurs droits. L'expression *et autres* à elle seule demande quelques explications ; en réalité il convient de rappeler ici qui sont exactement les personnes recouvertes par l'appellation : *religionnaires fugitifs et autres*.

### **Rappel des faits**

Les pressions exercées par les édits, déclarations et ordonnances du roi sur les réformés français, à partir de l'application « à la rigueur » de l'Edit de Nantes et surtout à partir de l'Edit de Fontainebleau (1685) révoquant celui de Nantes, provoquèrent

l'émigration d'un nombre important des membres de la Religion Prétendue Réformée. Ceux qui partaient à l'étranger tombaient sous le coup des édits interdisant précisément leur sortie du royaume et prévoyant les sanctions à appliquer aux contrevenants. Lorsqu'ils étaient arrêtés au cours de leur évasion, ou lorsque, ayant réussi celle-ci, ils étaient dénoncés, les biens qu'ils avaient laissés derrière eux étaient saisis et confisqués au profit du roi. Les contrevenants mâles étaient passibles des galères à perpétuité, les femmes de l'enfermement à vie dans un couvent. Dans quelques cas, ceux qui correspondent aux *autres*, beaucoup plus rares en vérité (trois sur 109 pour Metz et le pays messin), la confiscation était prononcée sur des biens provenant de réformés qui avaient refusé d'abjurer leur religion, ainsi qu'il était prescrit, sur leur lit de mort et avaient exprimé la volonté de mourir dans leur « hérésie ». De toute façon la loi parle des « biens qui se trouvent actuellement dans les mains des Fermiers préposés à leur régie ». Tels sont les biens confisqués pour cause de religion. La notion d'héritiers va de soi. Il semble effectivement nécessaire de penser à ces ayant-droits car il s'est écoulé bien des années depuis la confiscation (il peut s'agir parfois de plus d'un siècle). Ainsi se trouve déterminé le champ d'application de la loi.

Les fermiers préposés à la régie sont les personnes qui ont acheté la charge correspondante et qui gèrent les biens confisqués. Car la confiscation au profit du roi (« au Roi » comme on dit à l'époque), ne signifie pas que les biens saisis entrent dans le domaine royal. Bien au contraire. Nous avons montré dans notre thèse de doctorat<sup>(1)</sup> que le statut juridique des biens saisis était loin d'être clair ; mais qu'en tous cas ils devaient demeurer en l'état, c'est à dire qu'ils devaient pouvoir être restitués à leur anciens propriétaires si ceux-ci revenaient en France et se convertissaient à la religion du roi. Ceci était explicitement prévu dans la législation. Pour cela, les biens n'étaient pas vendus, mais mis en location, grâce à des bails de trois ans, puis de six ans, par le régisseur commis à cet effet. L'argent qui provenait des locations tombait dans la Caisse des conversions destinée à la promotion de la religion catholique (rentes à des pasteurs convertis, aide aux jeunes en cours de conversion, gratification lors des abjurations, etc.). Telle était la règle générale concernant les biens confisqués. Bien évidemment étaient mis en vente immédiatement les biens mobiliers ou les denrées périssables. Une autre exception concerne les quelques immeubles ou domaines dont le roi faisait don à des œuvres de bienfaisance.

1) *Le parlement de Metz et les protestants (1633-1735)*, 777 pages. Thèse soutenue le 11 janvier 1997 à l'Université de Metz. Directeur de thèse : M. Gérard MICHAUX ; membres du jury MM. les professeurs A. WAHL et J. HENNEQUIN, de l'Université de Metz ; MM. les professeurs L. CHATELLIER, de l'Université de Nancy et M. GRESSET de l'Université de Franche-Comté.

Le seul cas où les biens immobiliers confisqués étaient mis en vente était le suivant. Lorsque, au moment de la saisie, une fois que l'amende au profit du roi avait été prélevée (ou même avant que celle-ci ne l'ait été) il apparaissait que l'actif de la confiscation serait insuffisant pour couvrir les dettes du fugitif, l'administration faisait vendre les biens pour un montant au moins égal aux créances à apurer. Elle plaçait ensuite l'argent qui pouvait rester en rentes perpétuelles, de façon (en théorie tout au moins) à ce que l'actif soit disponible à tout moment. Ainsi quelques immeubles seront-ils vendus dans le ressort du bailliage de Metz. Nous en avons trouvé, pour la période de notre étude (de 1633 à 1735), trente-deux seulement. Les actes de location comme les actes de ventes comportaient d'ailleurs, nous le verrons, une clause résolutoire qui permettait le retour aux anciens propriétaires.

Ces explications historiques données, revenons à la loi du 15 décembre 1790.

## **Analyse de la loi**

Les héritiers ont à se pourvoir par requête en main-levée dans les trois ans à venir, par devant le tribunal du district du lieu où se trouvent les biens. Ils ont à fournir les titres et pièces établissant qu'ils sont héritiers de celui qu'ils représentent. Ces titres pourront être communiqués sans frais aux intéressés par la Régie des biens. Lorsque les titres présentés ne sont pas suffisants, la parenté pourra être prouvée « par enquêtes, même de coutume renommée ».

Les adjudicataires actuels (remarquons que la loi ne parle pas de propriétaires) des biens des religieux « à titre de bail à rente perpétuelle », avec clause résolutoire, laisseront la libre possession à ceux qui en auront obtenu la main-levée (que nous appellerons ayant-droits), à charge pour ces derniers de leur rembourser les frais de culture, labour et semence, ainsi que les frais engagés pour « le parfait rétablissement des dits biens, conformément aux clauses de leur adjudication ».

Les adjudicataires actuels des biens adjugés « à titre de location » verseront, à dater de la main-levée, les loyers aux ayant-droits, lesquels sont tenus d'en poursuivre le bail.

Les ayant-droits pourront faire procéder à des expertises sur « les réédifications, plantations et améliorations qui se trouveront à faire aux dits biens » et le montant de ces estimations pourra être déduit des remboursements que devront les adjudicataires. Si le montant des sommes à déduire excède celui des remboursements, l'ayant-droit pourra se pourvoir devant les juges.

Les adjudicataires devront restituer aux ayant-droits « le prix des bois et arbres de futaie qu'ils auraient coupés sur ces biens, depuis le décret (sic) du 10 juillet dernier ». Les ayant-droits ne pourront revendiquer les biens confisqués dans le cas où ils auraient été vendus, mais il leur sera donné les titres de « rentes constituées par le Gouvernement des deniers provenant de la vente de ces biens ».

Un délai de cinq ans est donné pour la prise de possession effective. Quant aux gratifications prises sur les biens des religieux fugitifs, accordées aux dénonciateurs, elles cesseront de leur appartenir à compter du premier janvier 1791 et seront traitées comme les autres biens.

Les dons et concessions faits par le religieux à titre gratuit, à d'autres que leurs parents, sont révoqués ; dans ce cas il n'y aura pas de restitution des « fruits ». La prescription pourra être opposée par leurs héritiers s'ils ont possédé le bien pendant trente ans. Les dons et concessions faits par le religieux à un parent, quel qu'en soit le degré, resteront acquis à celui-ci, sauf si un parent plus proche se présentait dans le délai de cinq ans.

Les biens pour lesquels, à l'expiration du délai de trois ans, il ne se sera présenté aucun demandeur, seront vendus dans les mêmes formes que les biens nationaux<sup>(2)</sup>. Le prix qui en sera tiré sera « placé en capitaux ou déposé dans la caisse de l'Extraordinaire, afin qu'il puisse être restitué sans intérêts aux religieux ou à leurs héritiers, dans quelque temps qu'ils se présentent, en justifiant par eux de leur descendance ou titre d'hérédité ».

Les adjudicataires des biens mis en régie ne pourront refuser de payer le montant de leurs baux ou celui des rentes qu'ils doivent.

Enfin il est indiqué que « toutes personnes qui, nées en pays étranger, descendant en quelque degré que ce soit, d'un Français ou d'une Française, expatrié pour cause de religion, sont déclarés naturels Français, et jouiront des droits attachés à cette qualité, s'ils reviennent en France, y fixent leur domicile et prêtent le serment civique »<sup>(3)</sup>.

2) Il s'avérera nécessaire le 20 septembre 1792, près de deux années plus tard, de promulguer une autre loi (n° 2544) pour ordonner que soit dressé *un tableau général de tous les biens saisis sur les religieux fugitifs et autres, pour cause d'absence (sic), depuis la révocation de l'Edit de Nantes, tant de ceux compris dans le bail général, que de ceux dont le gouvernement a disposé, avec l'énonciation de leur situation & indication des propriétaires anciens*. La loi indique que le délai de trois ans laissé aux ayant-droits ne commencera à courir que du jour de cette présente loi et que le temps écoulé depuis le 15 décembre 1790 ne comptera pas dans la prescription trentenaire.

3) En fait cette disposition ne faisait que préfigurer, en termes presque identiques, un paragraphe de l'article 2 du titre II de la Constitution qui sera votée le 3 septembre 1791.

Le dernier article prie « Sa Majesté de donner des ordres à tous ses Ambassadeurs, Ministres, Envoyés, Résidens, Consuls, Vice-Consuls ou Agens auprès des Puissances Etrangères, afin que ce présent décret soit incessamment connu de toutes les familles Françaises ou descendants de Français ».

L'imprimé (25 x 17,5 cm) que nous avons sous les yeux sort de chez la Veuve Antoine et Fils, Imprimeur du Roi et du Département de la Moselle.

Le texte que nous venons d'analyser figure dans un dossier conservé sous la cote 27 J 16 aux Archives départementales de la Moselle. Il fait partie du lot important d'archives constitué par la collection Henri Jeandelize ; il contient les pièces d'une affaire jugée par le tribunal du district de Metz.

### **L'affaire Lacroix**

Le 25 février 1793, Suzanne Philippe, veuve Lacroix, « âgée d'environ 90 ans et mère d'une nombreuse famille peu fortunée », expose qu'elle descend par sa mère de Gérard Jassoy, apothicaire à Metz, dont l'arrière-petit-fils, Louis Jassoy, apothicaire lui aussi, a quitté la France à la fin de l'année 1741 ; il avait 57 ans. Reconnu coupable de sortie du royaume pour cause de religion « au mépris des Ordonnances », le 12 novembre 1742, Jassoy a été condamné par contumace aux galères à perpétuité et ses biens ont été confisqués et vendus. Elle continue en faisant valoir « ses droits de successibilité » en vertu de « la sagesse des décrets qui s'efforcent d'effacer jusqu'au souvenir douloureux des persécutions dont le fanatisme a si longtemps souillé la terre de la Liberté ». Elle justifie sa filiation ainsi que le montre le tableau joint au dossier, dressé par Barthélémy, greffier commis au tribunal du district de Metz. Elle se trouve donc être l'arrière-arrière-petite-nièce de Gérard Jassoy qui est le bisaïeul de Louis Jassoy ; son degré de parenté avec le religionnaire fugitif est donc en réalité très faible. Elle dit avoir obtenu, sur les conclusions du commissaire national, un jugement d'envoi en possession. Mais les détenteurs des biens réclamés, dont fait partie l'ex-président du parlement Laurent Chazelle<sup>4)</sup> qui est l'acquéreur de la portion la plus forte, prétendent qu'ils les possèdent en vertu d'adjudications par eux obtenues, à la suite de la requête d'un ou de plusieurs créanciers de Louis Jassoy, fugitif. Ils veulent donc se maintenir dans leurs biens.

4) Laurent CHAZELLE - parfois orthographié Chazelles - (1724-1808) fut président du parlement de 1754 à 1771 (suppression de ce parlement), puis de 1775 jusqu'à la Révolution.

Pour la compréhension de l'affaire, l'intervention du ci-devant président Chazelle dont il est fait état, est résumée ci-après. Comme de coutume pour les requêtes, elle n'est pas datée.

Dans cette requête, Laurent Chazelle, citoyen de Metz qui fait élection de domicile en celui du citoyen Jean-Pierre Pêcheur, homme de loi, avoué à Metz, y demeurant rue du Viviers, paroisse épiscopale, exprime l'avis que la citoyenne Lacroix se fait des illusions en prétendant pouvoir rentrer en possession d'une métairie qu'il possède « à juste titre ». Chazelle ajoute qu'il lui importe peu que la veuve Lacroix soit réellement ou non parente du nommé Jassoy qui a été originairement propriétaire de ce bien. Car le titre en vertu duquel il en jouit est une adjudication faite à la barre du ci-devant bailliage de Metz le 21 août 1754 à la demande de Jean-Nicolas Ladrage, bourgeois de Metz, contre Louis Jassoy, maître apothicaire en la même ville qui lui devait de l'argent ; le prix de cette adjudication a été versé à la caisse du trésorier des consignations pour être distribué aux créanciers.

Mais revenons à la requête de la veuve Lacroix.

« Il faut que vous sachiez, Citoyens Représentants, que dans ces temps affreux de despotisme et d'erreurs, les malheureuses victimes de l'intolérance, en soustrayant par leur fuite leur tête au glaive des tyrans, employaient aussi tous leurs moyens pour arracher une partie de leur fortune à l'avidité de leurs persécuteurs, et qu'ils feignaient quelquefois des dettes dont le prix leur était clandestinement envoyé dans leur asile par des amis ou parents fidèles. Il est prouvé que c'est de cette manière que Louis Jassoy a contracté plusieurs dettes, celle contractée le 23 octobre 1741 (quinze jours au plus avant son départ) de 1 535 livres au profit de Jean-Nicolas Ladrage, son cousin et que c'est en vertu de ces dettes simulées que ses immeubles ont été saisis et vendus à un prix bien inférieur à leur valeur... » Elle ajoute donc que la question est de savoir « si cet opulent acquéreur qui a profité des circonstances inquisitoriales qui existaient alors, se maintiendra dans la jouissance et la propriété d'une partie des biens de l'exposante ». Ensuite la requête reprend les articles de la loi de 1790 pour demander la restitution des biens ayant appartenu à Louis Jassoy.

Le 11 mai 1793, au nom de la République Française, le tribunal du district de Metz, examine la pétition présentée le 25 février dernier, par Suzanne Philippe, veuve de Jean Lacroix qui était à son décès ancien greffier en chef au ci-devant parlement de Metz. On apprend ainsi que les biens revendiqués consistent :

1° en une maison située à Metz, rue Fournirue de laquelle le régisseur des biens des religionnaires s'était emparé même avant la condamnation de Louis Jassoy, puisque dès le 16 février 1742, il l'avait laissée à bail

pour 6 années consécutives, moyennent 375 livres par an à Jean-Baptiste Bécœur fils, apothicaire à Metz. L'acte correspondant fait partie du dossier.

2° en une métairie de vignes située à Peltre, laissée à bail à rente à Jean Bonnette, bourgeois de Metz.

3° en une autre métairie de vignes, maisons et dépendances, situées à Ars-sur-Moselle, aussi laissée à rente à Jean Toussaint et à la veuve Vigneulles. L'acte correspondant daté du 23 octobre 1745 est au dossier. Il est stipulé que si la régie « venait à cesser par la volonté de Sa Majesté, Jean Toussaint et Anne Toussaient de Vigneulles, adjudicataires (seraient) obligés de laisser la libre possession et jouissance des dits biens, à celui à qui la main levée aura été accordée, laquelle remboursera aux adjudicataires les sommes qu'ils justifieront avoir payé pour réédifications, réparations, entretien et améliorations ». Sauf si « mieux n'aime celui au profit de qui Sa Majesté aura disposé des biens, se contenter de la dite rente annuelle de 116 livres ».

4° en quatre mouées de vignes au Sablon, laissée à Jean Gérardin et François Mathieu.

5° en une métairie de vignes et jardin, située à Saint-Julien-les Metz, laissée à Jean Jacquard et Louis Burtin.

6° enfin en une métairie de terres labourables, prés, jardin, maison et dépendances, situés à Lorry-devant-les-Ponts<sup>5)</sup>.

Le tribunal, voit d'abord les conclusions du commissaire national, celui-ci déclare qu'il n'empêche pas d'accorder la mainlevée en se conformant à la loi du 15 décembre 1790, la cour ordonne qu'il sera fait pleine et entière mainlevée à l'exposante des maisons, métairies de terres et métairies de vignes, tels que décrits ci-dessus, et qu'elle sera mise en possession de ceux-ci, avec restitution des fruits à compter du 25 février dernier. « Les détenteurs des immeubles désignés seront tenus de les lui abandonner sur la simple signification du présent jugement. Il est ajouté qu'au nom de la République française il est ordonné à tous huissiers sur ce requis, de mettre le dit jugement à exécution ; à tous commandants et officiers de la force publique de prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis et aux commissaires nationaux près les Tribunaux d'y tenir la main ».

\*      \*

\*

Cette affaire, la seule que nous avons rencontrée dans nos Archives départementales, nous fait toucher du doigt le détail des procédures requises par la loi révolutionnaire en vue de la restitu-

5) Il semblerait que c'est précisément ce lot n° 6 qui est entre les mains de Laurent Chazelle.

tion des biens confisqués aux protestants pour cause de religion, lorsqu'ils avaient contrevenu à la législation spécifique très contraignante de l'Ancien Régime. Le déroulement de ce procès conforte l'opinion que nous avons émise dans notre thèse, selon laquelle les biens confisqués ne devenaient pas propriété du roi. Le roi n'en avait que la garde (et la jouissance par le revenu éventuellement produit) « pendant la désobéissance de l'ancien propriétaire », lequel devait pouvoir rentrer dans ses biens, au cas où il viendrait à résipiscence. C'est ce qui ressort très nettement des éléments apportés par les diverses pièces de ce dossier.

On pourra noter que la loi n'avait pas prévu de faire un geste positif de réhabilitation morale des condamnés, non plus que d'amnistier (ou mieux abolir) la condamnation aux galères, accompagnée de la marque au feu par les trois lettres **GAL**. Même en cette époque où la mortalité, masculine surtout, était très précoce, il se pouvait que quelques réformés ainsi condamnés par contumace très jeunes fussent encore de ce monde en 1790 ; il y avait par contre très peu de chances que parmi ceux qui avaient été effectivement envoyés aux galères, où les survies étaient de courte durée, il en restât de vivants. En revanche, il aurait pu être prévu que les femmes condamnées à la réclusion à vie et encore vivantes soient relâchées. On remarquera cependant que tous les fugitifs, ou leurs descendants en quelque degré que ce soit, hommes et femmes, même nés en pays étrangers, se voyaient réintégrés *ipso facto* dans la nationalité française, à la seule condition de rentrer en France et de prêter le serment civique<sup>6</sup>. C'était sans doute là la manière de les réhabiliter.

Martial VILLEMEN

6) Il s'agissait à cette époque du serment inspiré de celui que Louis XVI avait prêté le 4 février précédent devant l'Assemblée nationale et qui avait été repris immédiatement par les députés. Le texte en était le suivant : « Je jure d'être fidèle à la Nation, à la Loi et au Roi, et de maintenir de tout mon pouvoir la Constitution décrétée par l'Assemblée nationale et acceptée par le Roi ». Tout citoyen parvenu à l'âge de 21 ans et tous les fonctionnaires, militaires et ecclésiastiques y étaient astreints.